

L'ÉDITO

Colette Braeckman

BURUNDI : ÉVITER LE PIRE

Après cinq semaines de manifestations qui ont entraîné une centaine de morts et blessés, après un coup d'Etat manqué, après des élections législatives puis présidentielles contestées qui se sont traduites par 69 % des voix au président sortant Pierre Nkurunziza, le Burundi donne toutes les apparences d'un pays en voie de déstabilisation. Un constat renforcé par le fait que l'armée est profondément divisée, que le CNDD, parti au pouvoir, est, malgré sa victoire, miné par des dissensions internes et que les pays voisins (Rwanda, RD Congo et surtout Tanzanie) accueillent plus de 150.000 réfugiés.

Les événements des deux derniers jours ont porté l'inquiétude à son comble, avec l'assassinat du très puissant général Adolphe Nshimirimana (ancien chef des renseignements) et la tentative de meurtre dont a été victime Pierre-Claver Mbonimpa, le doyen des défenseurs des droits de l'homme. Désormais, l'opposition craint une vague d'attentats ciblés et le spectre du génocide rwandais plane sur le Burundi.

Qu'il s'agisse du secrétaire général de l'ONU ou de la diplomate belge, la « communauté internationale » exprime une inquiétude justifiée face à ces prémices de guerre. Mais les avertissements communiqués sont loin de se traduire par des actions concrètes. La première serait, au minimum

permettre aux personnalités les plus menacées de trouver un asile temporaire en Europe ou ailleurs. La seconde serait de surveiller étroitement tous les pays voisins du Burundi, afin de

L'Europe aussi doit s'impliquer. Surtout avec une main tendue...

s'assurer qu'aucun d'entre eux, sous quelque prétexte que ce soit, ne contribue à la déstabilisation de ce pays fragile. La troisième, la plus importante, serait de promouvoir une solution honorable pour tous, qui

serait trouvée à l'issue d'un nouveau round de négociations entre le parti au pouvoir, ses propres dissidents parmi lesquels le « comité des sages » et l'opposition dans son ensemble. Les élections, certes, se sont déroulées dans des conditions contestables. Mais il est probable que, même si on refaisait l'exercice, le parti au pouvoir sortirait vainqueur du scrutin, tant est grande son emprise sur les campagnes. Alors que le clan des « durs » a été affaibli par la disparition du général Nshimirimana, pourquoi ne pas promouvoir, par exemple, une solution transitoire qui maintiendrait le président sortant au pouvoir pour une durée limitée et lui offrirait, à moyen terme, une voie de sortie honorable ?

Seul un véritable dialogue politique, à Addis Abeba ou ailleurs, réunissant tous les protagonistes burundais sous l'égide de l'Union africaine, pourrait mener à une solution pacifique et éviter un nouveau bain de sang dans la région. Pour cela, l'Europe aussi doit s'impliquer. Avec des menaces sans doute, des sanctions peut-être mais surtout avec une main tendue, vers des solutions réalistes et pragmatiques...